

Document conceptuel

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire

Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001

Par Teeluck Bhuwanee Ph.D.

Sommaire

1. **Cadre général**
2. **Objectifs de l'Atelier**
3. **Travaux préparatoires : Les Etudes de Cas**
4. **Les résultats attendus de l'Atelier**
5. **Les sujets proposés**
 - Partenariat en matière de gouvernance et de gestion des écoles**
 - Le curriculum**
 - La réforme de l'enseignement secondaire et la formation des enseignants**
 - La gestion des transitions et des innovations dans l'éducation**
 - Les problèmes liés à l'accès, à l'équité et à la qualité**
6. **Conclusion**

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

Cadre général

L'enseignement secondaire constitue une partie essentielle du secteur de l'éducation qui a des conséquences importantes sur les efforts d'un pays visant à améliorer la qualité de vie de ses populations. Il joue un rôle capital dans la réalisation d'une croissance économique rapide, dans les pays en développement notamment. Dans tout système éducatif, l'enseignement secondaire occupe une position médiane entre l'enseignement primaire et le supérieur pour la structure et pour les contenus. (Cette étude portera sur le premier cycle et le second cycle de l'enseignement secondaire couvrant les années 7 à 12/13 et concernant la classe d'âge des 11/12 à 17/18 ans et utilisera la terminologie généralement admise). De cette situation privilégiée, ce sous-système tire des responsabilités qui le mettent forcément au centre de toute réforme du système éducatif en entier. En fait, la société exige de plus en plus que l'enseignement secondaire soit à la fois terminal, c'est-à-dire former des cadres immédiatement fonctionnels, et fournisse les étudiants de l'enseignement supérieur. A ces deux missions, s'ajoute une troisième forcément complexe, qui consiste à mettre en place des structures d'admission d'un effectif scolaire croissant qui sort sans cesse de l'enseignement primaire. L'enseignement secondaire est en même temps tenu de prendre en compte cependant une série de disciplines nouvelles allant de l'environnement, de la culture de paix, des droits de l'homme à des problèmes tels que la toxicomanie, le SIDA, la pauvreté et le chômage, toutes des questions de nature essentiellement sociale plutôt qu'éducative.

Il existe d'autres raisons à l'investissement dans l'enseignement secondaire. Dans n'importe quel pays, l'enseignement secondaire est fondamental pour la croissance économique, suite à la mondialisation, à l'importance que revêt les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la mutation technologique rapide. Sans l'enseignement secondaire, les pays ne peuvent pas disposer des compétences et des connaissances de haut niveau nécessaires pour la croissance économique, y compris l'apprentissage post-scolaire et la formation des professionnels. L'enseignement secondaire joue également un rôle crucial dans la socialisation des jeunes gens et des jeunes en situation de risque. La recherche a montré que les groupes vulnérables font essentiellement partie de la tranche d'âge de l'enseignement secondaire où il existe la plus grande capacité de changement de comportement, pour favoriser l'émergence d'attitudes sociales positives, les valeurs civiques et autres mesures pour influencer les structures sociales. Bien que l'on pense que l'éducation de base produit un rendement public considérable, l'enseignement secondaire lui offre des opportunités d'acquérir des attitudes, des aptitudes et des compétences professionnelles qui ne sont pas susceptibles de se développer au niveau de l'école primaire. Ainsi, les diplômés de l'enseignement secondaire participent plus pleinement au développement socio-économique de leur société, contrôlent davantage leur propre vie et poursuivent l'apprentissage.

Dans la plupart des pays africains en développement, l'enseignement secondaire doit faire face aux trois problèmes suivants dans un environnement plutôt difficile :

1. l'insuffisance d'infrastructures
2. le manque d'équipement et de laboratoires appropriés ; et
3. un personnel qualifié limité malgré les efforts financiers consentis par les gouvernements ; etc...

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwane Ph.D.

L'Afrique est confrontée aux défis qui consistent à développer les initiatives en matière d'enseignement secondaire et d'éducation en faveur des jeunes à un moment de crise et de transition après la crise. L'absence d'un modèle efficace d'enseignement secondaire pour faire face à ces crises accentue la nécessité d'une étude et d'une action urgentes. Une nouvelle série de demandes ont été créées en matière d'éducation, demandes auxquelles les anciennes organisations et méthodes ne peuvent répondre : de nouvelles situations concernant le travail et l'emploi, le développement continu des nouvelles technologies de production et de la communication, les situations de conflits ethniques, les guerres et les réfugiés.

Une autre difficulté est liée à la conséquence du VIH/SIDA en Afrique. L'épidémie pose un défi redoutable au secteur de l'enseignement secondaire : la perte d'enseignants, les adaptations pour répondre aux besoins spéciaux nés du nombre des orphelins du SIDA qui augmente rapidement, la modification du curriculum, le changement de rôles influant sur la formation des enseignants, les administrateurs et les systèmes de planification et de mise en oeuvre de l'éducation ainsi que les autres institutions de la société.

Bien qu'il joue un rôle capital en tant que régulateur dans la structure de l'éducation, on a accordé peu d'attention au sous-secteur de l'enseignement secondaire. Au cours de ces dernières années, l'aide accordée à l'éducation, aussi bien au titre bilatéral que multilatéral, a porté pour une grande part sur d'autres ordres d'enseignement, à savoir l'enseignement primaire, supérieur et l'éducation non formelle. Les rapports établis par la Conférence des Ministres de l'Education Nationale des Etats Membres de l'OUA (COMEDAF, Harare 15-19 Mars 1999) et la Réunion du Consortium sur l'Enseignement Secondaire convoquée par l'UNESCO (Paris, 10-11 Juin 1999) aboutissent à la même conclusion. Pour l'UNICEF (Juin 1999), l'enseignement secondaire ne devrait pas être considéré dans le vide ou même tout simplement par rapport à l'enseignement primaire et supérieur, mais par rapport à **l'ensemble des besoins d'apprentissage des adolescents (âgés de 10 à 19 ans)**. A ce sujet, on doit également considérer la mesure dans laquelle l'enseignement secondaire répond à ces besoins et le rôle des autres possibilités d'apprentissage, notamment par rapport à l'opportunité qu'ils (les adolescents) ont de développer davantage les compétences qui leur permettront d'apprendre tout au long de la vie.

Pour relever les défis du 21ème siècle et permettre à l'enseignement secondaire de jouer efficacement son rôle de régulateur de l'ensemble du système éducatif en favorisant diverses compétences en matière de formation et différentes formes d'apprentissage, ce secteur devrait être rénové d'urgence.

Le document de la stratégie à moyen terme (1996-2001) et le programme biennal(2000-2002) de l'UNESCO

mettront l'accent sur la diversification des structures et l'expansion des systèmes de prestation de services au niveau secondaire, le renouvellement des programmes d'études et des méthodes pédagogiques, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que le maintien des efforts entrepris jusqu'ici pour supprimer les inégalités entre les différents domaines de l'enseignement secondaire.

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

Diverses approches doivent être explorées pour réorganiser ce secteur afin de mieux répondre aux besoins d'un effectif scolaire toujours croissant tout en tenant compte des axes prioritaires dégagés par la COMEDAF et le Forum Mondial sur l'éducation tenu à Dakar, à savoir l'équité, la qualité, l'élaboration de méthodes d'apprentissage complémentaires, le renforcement des compétences en coordination, du suivi et de l'évaluation et la diversification des méthodes d'apprentissage.

Par ailleurs, il existe une prédominance du secteur informel de l'économie dans de nombreux pays et qui joue un rôle important dans l'élimination de la pauvreté et du chômage des jeunes. Ce sont là des questions à soulever dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire. Cette diversification peut déjà être envisagée dès la transition suivant l'éducation de base et dès maintenant étant donné l'expansion de l'enseignement primaire qui va se produire suite aux recommandations du Forum de Dakar.

Il existe d'autres pressions qui s'exercent sur les écoles secondaires et parmi les nouvelles conditions d'apprentissage figurent les éléments suivants : un passage naturel de la dépendance (vis-à-vis des institutions traditionnelles telles que la famille et l'Eglise) à l'indépendance, la réduction de l'âge de la puberté, l'âge tardif du mariage et du début de la procréation, moins d'interaction entre parents et enfants, la réduction de la certitude d'obtention d'un emploi, l'émergence d'une culture de plus en plus matérialiste chez les jeunes influencée par les mass media et l'invasion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).

II. Objectifs de l'Atelier :

Compte tenu de ces éléments et de la nécessité qui en découle de procéder à une réforme de l'enseignement secondaire, le Bureau Régional de l'UNESCO, en collaboration avec les Commissions nationales, les organisations régionales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi que la Banque Mondiale, propose d'organiser au mois de décembre 2001 une réunion régionale d'experts en vue :

- . d'explorer en profondeur le sous-système d'enseignement secondaire en Afrique au début du 21ème siècle (les programmes et contenus opérationnels et non opérationnels, la possibilité et l'impossibilité d'adapter les structures, l'égalité et les inégalités, l'équité et les iniquités, etc.) ;
- . d'analyser les problèmes liés à la transition entre l'éducation de base et l'enseignement secondaire en vue de proposer diverses stratégies d'apprentissage visant à résorber le chômage et à trouver une solution à la pauvreté chez les jeunes ;
- . d'explorer de nouvelles approches pour opérer une réforme en profondeur ;
- . d'identifier les besoins prioritaires dans le sous-système afin qu'il réponde aux attentes de la population ;
- . d'encourager une coopération internationale, régionale et nationale dynamique des parties prenantes (Consortium) qui va engendrer des réformes et favoriser le développement de l'enseignement secondaire en Afrique ;

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

-
- . d'assurer l'éducation des jeunes afin de répondre aux besoins d'apprentissage de millions de jeunes déscolarisés et d'ex-enfants soldats et autres combattants en Afrique sub-saharienne qui, pour de nombreuses raisons, ne peuvent pas avoir accès à l'enseignement secondaire de type classique et ont besoin des services assurés dans le cadre de programmes d'apprentissage rapide, par le biais de la participation à des programmes spéciaux d'éducation à la fois formelle et non formelle ;
 - . de financer l'enseignement secondaire public et privé, en mettant l'accent sur l'enseignement

public, notamment au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire en raison de la demande élevée induite par le nombre croissant d'élèves ayant terminé leurs études primaires ;

- . de revoir les systèmes nationaux actuels de test et d'évaluation, notamment en raison du fait que certains systèmes actuels faussent les tentatives visant à procéder à une réforme de l'enseignement secondaire, à veiller à ce qu'il soit en adéquation avec les besoins d'apprentissage des élèves et des sociétés où ils vivent et à améliorer la qualité de l'enseignement secondaire ;
- . de chercher les moyens permettant de réaliser une action collective afin d'obtenir l'appui financier international pour l'amélioration et l'expansion de l'enseignement secondaire en Afrique sub-saharienne.

III. Travaux préparatoires : les études de cas

Avant la tenue de l'atelier, le Bureau de l'UNESCO à Dakar, en collaboration avec les commissions nationales et les organisations régionales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi que d'autres partenaires (OUA, FAWE, ADEA, CONFEMEN, ROCARE, ERNESA, etc...) et conformément au programme et budget de 2000-2001, a décidé d'engager dans 10 pays africains sélectionnés de la région, des études qui serviront de cadre à une réunion régionale d'experts chargée de réfléchir sur les modalités pratiques de la réforme de l'enseignement secondaire. Pour les études de cas, il s'agissait de :

- a) dresser un inventaire des programmes et pratiques usuels dans chaque pays en vue d'explorer de nouvelles approches pour opérer une réforme en profondeur ;
- b) d'identifier les besoins prioritaires dans le sous-système afin qu'il réponde aux attentes de la population.

Dans cette optique, les approches ne devraient pas se limiter à la recherche de l'accroissement du taux d'admission à ce niveau. Elles concernaient également le développement des axes prioritaires dégagés par la COMEDAF, à savoir l'équité, l'accès à l'éducation, la qualité, la pertinence et l'efficacité du système éducatif dans sa globalité.

Sans être exhaustifs, les thèmes proposés couvraient les structures, les contenus, les méthodes et le système de suivi et d'évaluation de l'enseignement secondaire.

Structures : Ces dernières années ont été marquées dans beaucoup de pays par une diversification de l'enseignement secondaire, la création de nombreuses filières et passerelles

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

tendant à favoriser l'articulation et l'intégration de l'enseignement général et l'enseignement technique et professionnel.

. contenus : Les contenus à promouvoir dans le cadre de la rénovation de l'enseignement secondaire s'appuient naturellement sur les besoins d'apprentissage et de formation identifiés dans ce domaine. On s'accorde généralement à penser que les contenus traditionnels (savoirs de base, connaissances instrumentales, etc..) ne suffisent plus à répondre aux besoins de la société. Des contenus nouveaux relevant plus de questions sociales que pédagogiques sont à insérer dans le curriculum, par exemple, l'apprentissage d'attitudes et de comportements conformes aux valeurs multiculturelles nationales et internationales qui contribuent à aider l'élève devenu adulte à assumer pleinement son rôle de citoyen responsable

. Méthodes : La rénovation de l'enseignement secondaire devrait naturellement s'accompagner de la réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir. Sans vouloir bouleverser l'architecture du collège ou du lycée, la réforme devrait proposer un nouveau cadre permettant de faire émerger de nouvelles pratiques pédagogiques. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication peut, à cet égard, permettre une amélioration de la qualité de l'enseignement

. L'enseignant est la clé de voûte du système secondaire, c'est lui qui a la redoutable responsabilité d'initier les élèves aux problèmes dont la société s'est déchargée sur lui. A de nouvelles exigences, il lui faut des nouvelles formations

. **Suivi et évaluation** : La mise en place de nouveaux programmes devant être suivie d'opérations d'évaluation aussi bien de la part des enseignants que d'autres partenaires à l'éducation, plusieurs niveaux sont concernés :

- évaluation thématique des modalités d'application des programmes,
- évaluation de la façon dont les élèves s'approprient en profondeur les notions et les connaissances qui figurent au programme,
- évaluation des capacités d'évaluation des enseignants et autres et autres personnes concernées.

Ces études de cas devaient ensuite être présentées sous forme de document de synthèse reflétant les préoccupations majeures des pays qui ont effectué les études de cas ainsi que les réalités du continent africain dans son ensemble.

VI. Les résultats attendus de l'atelier :

Les résultats attendus de la réunion régionale d'experts seront les suivants :

. Une meilleure compréhension de la situation réelle de ce sous-système dans la région ; une identification des difficultés rencontrées par les Gouvernements et des différentes mesures et stratégies adoptées ou devant être adoptées pour résoudre les problèmes tout en tenant compte des spécificités des pays en situation de crise ou sortant d'une crise et pour lesquels il

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwane Ph.D.

est urgent de reconstruire ce sous-système ; une connaissance plus approfondie des préoccupations, des évaluations et de la vision des experts africains (décideurs, planificateurs, chercheurs, administrateurs, etc...) dans leur gestion de l'enseignement secondaire au quotidien ; la présentation de la preuve actuelle et des meilleures pratiques illustrant l'expansion et l'amélioration de l'enseignement secondaire en Afrique.

. La préparation et l'impression d'une publication décrivant l'état, les contraintes, les problèmes et les besoins actuels de l'enseignement secondaire et de l'éducation pour les jeunes dans les pays sélectionnés ainsi que les travaux de l'Atelier et ses résultats ; l'élaboration et la publication des lignes directrices et des orientations générales de la réforme du sous-secteur ; l'élaboration d'un plan d'action régional concret à entreprendre au cours du prochain biennium et qui va inclure les projets pilotes à exécuter à l'échelon national et sous-régional.

. La création d'un partenariat international (Consortium) pour la réforme de l'enseignement secondaire ; l'élaboration d'une stratégie tendant à obtenir un appui international plus important pour le financement des réformes et des innovations de l'enseignement secondaire public et de l'éducation pour les jeunes en Afrique sub-saharienne.

. La création et la description d'un mécanisme de collaboration pour maintenir un niveau d'intérêt élevé.

. L'initiation de projets pilotes à mettre en oeuvre dans le cadre d'une coopération sous-régionale et régionale, suivant la redynamisation des réseaux régionaux et sous-régionaux, ou à soumettre à l'approbation des Ministres Africains de la Conférence MINEADF VIII.

. La création d'un forum en ligne, un cyberspace pour que les participants à la conférence assurent le suivi de leurs travaux et veillent à ce que le rythme soit maintenu. Ceci sous-entend l'utilisation des TIC pour créer des réseaux d'apprentissage légers et flexibles afin d'appuyer la qualité, l'obtention de réponses rapides, l'élaboration de politiques stratégiques en faveur du secteur de l'éducation et les activités transversales. Les réseaux peuvent simultanément atteindre de nombreux niveaux du gouvernement et de la société civile, augmentant ainsi les chances de réponses rapides.

V. Sujets proposés

1. Partenariat en matière de gouvernance et de gestion de écoles

L'implication des communautés de base dans la gestion et dans les affaires relatives à l'enseignement

secondaire est considérée comme extrêmement importante dans toutes les études effectuées jusqu'ici sur les recherches. Toutefois, le niveau secondaire a jusqu'à maintenant été considéré comme l'affaire des Ministères du gouvernement uniquement. Les communautés de base (les municipalités ou les communes, la société civile, les ONG) n'ont guère été impliquées dans la gestion et l'administration des établissements d'enseignement secondaire. Mais, l'école, primaire ou secondaire, est l'affaire de tout le monde. Il existe tant

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

de réalités la liant aux problèmes auxquels est confrontée la société, même au niveau local : chômage, crise, pauvreté au niveau des jeunes, la toxicomanie, le SIDA et le recrutement dans les milices des pays minés par les guerres. Par conséquent, il s'avère nécessaire de repenser la question de l'enseignement secondaire tout en tenant compte des besoins des jeunes à tous les niveaux de la société et d'impliquer les communautés de base dans sa gestion quotidienne afin de l'orienter vers la résolution concrète des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes. A cet égard, les écoles communautaires considérées jusqu'ici comme une innovation limitée en matière d'éducation de base, doivent être élargies à l'enseignement secondaire.

Le système centralisé de gestion de nombreux systèmes secondaires ne donne pas suffisamment de flexibilité à l'administration scolaire régionale et locale pour adapter le curriculum aux besoins locaux, pour recruter le type de personnel requis ou pour impliquer les communautés, les parents, les enseignants et les élèves dans les décisions relatives à l'éducation qui les touchent avant tout. Les enseignants et les chefs d'établissement ne se sentent pas responsables devant les communautés locales, tout comme ces dernières ainsi que les parents aussi ne participent pas activement aux affaires scolaires.

Partout dans le monde, il se dégage de plus en plus une tendance nette à la décentralisation ou à la maîtrise du service éducatif. Cette tendance se dessine à la fois dans les pays en développement et ceux où l'éducation de base s'est fortement implantée sur une longue période. Il importe de comprendre que la décentralisation peut prendre un certain nombre de formes. Elle peut impliquer uniquement le déplacement de l'appareil administratif ou du système étatique centralisé du siège vers les zones locales. A l'autre extrême, elle peut sous-entendre le transfert de pouvoirs importants des mains de l'Etat lui-même à l'administration locale, aux propriétaires d'écoles ou même aux écoles elles-mêmes. De tels cas sont plus courants dans les grands pays. On peut aussi noter la décentralisation au sein d'une institution particulière

L'idée principale commune aux différentes sortes de changement organisationnel est que la prise de décision passe de l'autorité centrale aux mains de gens plus proches de la salle de classe. La responsabilité est ainsi transférée aux écoles et aux salles de classe. Il est alors possible d'introduire une plus grande variation dans la politique et la pratique, rendant ainsi le système plus apte à répondre aux changements et permettant une plus grande flexibilité. Toute forme de décentralisation implique ainsi des changements dans la répartition des pouvoirs et des fonctions entre les différentes sources d'autorité au sein du système. Toutefois, le fait d'amener les autres à participer à la gestion, à la gouvernance et à partager la responsabilité peut aussi entraîner une certaine forme d'abus. Il s'agit là d'un domaine où l'on connaît peu de choses à propos des avantages et des inconvénients du processus. Il faut une étude et une réflexion attentives pour veiller à ce que les changements interviennent de façon acceptable sur le plan culturel et efficace sur le plan opérationnel

Par ailleurs, on doit souligner le fait qu'il faut du temps au processus de décentralisation pour qu'il soit transmis de façon efficace et accepté. Le défi le plus important qui se pose aux pays de l'Afrique sub-saharienne est celui de trouver les mécanismes et les processus appropriés

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

pour décrire et répartir le pouvoir et la responsabilité afin d'accroître l'obligation de rendre compte et d'améliorer les résultats en matière d'apprentissage.

En examinant ce thème, il faut répondre à de nombreuses autres questions :

- a) Qu'est-ce que l'on peut ou devrait faire pour élargir la participation en ce qui concerne la gouvernance de l'école, c'est-à-dire inclure et impliquer les parents, les familles, les sociétés et les communautés au sens large?
- b) Quelles sont les décisions de principe nécessaires pour veiller à ce que les dépenses de personnel ne dépassent pas les limites et que les décisions soient prises le plus près possible du point de destination ?
- c) Quels sont les besoins en matière de gouvernance, de gestion et de responsabilité à l'échelon central, régional, et au niveau scolaire et à celui de la salle de classe? Qui définit ces besoins? Comment peut-on y répondre?
- d) Est-ce que la prise de décision décentralisée améliorera l'efficacité, l'efficience et la qualité de l'enseignement secondaire? Quels sont les mécanismes devant être mis en place pour que ces améliorations se produisent?
- e) Est-ce que les TIC peuvent améliorer la gestion et la responsabilité décentralisées de l'enseignement secondaire en vue d'obtenir des résultats en matière d'apprentissage? Quel type de TIC pour quel type d'école?
- f) Quel type de formation devraient recevoir le personnel scolaire, les parents et les communautés locales pour assurer une participation efficace aux affaires scolaires?
- g) Quels types d'activités de collaboration sont-ils nécessaires pour mobiliser un ensemble d'appui en faveur du renforcement des relations entre les écoles secondaires et les organisations non gouvernementales nationales axées sur le développement de la société civile?

2. Le curriculum

Les questions relatives au curriculum doivent être considérées par rapport aux contenus, comprenant les connaissances, les compétences et la compréhension, et au processus comprenant la pédagogie, la méthodologie et la prestation. Dans le cadre de la rénovation du curriculum, on ne peut pas ignorer les parties prenantes clés, comprenant les jeunes et les enseignants.

Le concept d'enseignement secondaire peut se définir et se justifier en fonction de différents facteurs, mais le facteur principal que l'on doit garder présent à l'esprit est qu'il nécessite une compréhension de l'âge des apprenants de l'école secondaire dans la phase d'adolescence de leur développement personnel. Ainsi, on doit alors mettre en place des "rites de passage" de

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwane Ph.D.

l'enfance à l'âge adulte impliquant un apprentissage beaucoup plus approfondi et une préparation aux futurs rôles et responsabilités des adultes.

Dans les systèmes éducatifs classiques, l'enseignement secondaire occupe une position médiane entre l'enseignement primaire et supérieur. Les programmes et les contenus ont ainsi été conçus pour jouer un rôle fonctionnel en permettant aux élèves d'avoir accès à l'enseignement supérieur, en formant les élèves en vue de l'éducation tout au long de la vie et en les préparant en vue du monde du travail. En plus de ces fonctions traditionnelles, la société insiste maintenant de plus en plus pour que l'enseignement secondaire prenne en compte une série de matières allant de l'environnement, de la culture de paix, des droits de l'homme aux problèmes tels que la toxicomanie, le SIDA, la pauvreté et le chômage et les problèmes de nature essentiellement sociale plutôt qu'éducative. Les écoles secondaires devraient par conséquent remplir une nouvelle fonction, celle de préparer les jeunes à la vie active, à la citoyenneté et à la responsabilité collective et individuelle. Comment intégrer ces nouveaux sujets et matières dans les programmes d'enseignement secondaire? C'est la raison pour laquelle il convient de redéfinir les programmes, les contenus et même les structures pour qu'ils répondent aux besoins de la société en mutation rapide.

Il y a unanimité autour de l'importance que revêt la création de meilleurs liens entre les écoles secondaires et le marché local du travail. On parle de plus en plus de la professionnalisation de l'enseignement secondaire général. Aucun curriculum de l'enseignement secondaire ne peut être complet sans une analyse de l'interface

entre l'éducation, la formation et le marché du travail. Ceci comprend les recherches conçues pour identifier les compétences génériques appréciées sur le marché du travail, celles qui peuvent renforcer la génération de revenus en améliorant l'adaptabilité à l'environnement de l'entreprise, la façon dont de telles compétences sont acquises, notamment dans l'enseignement secondaire, et l'accessibilité à la formation suivant le genre et en conséquence la façon dont ces compétences contribuent potentiellement à la réduction de la pauvreté.

Il convient également d'étudier le lien entre les compétences acquises dans l'enseignement secondaire de type classique et celles qui sont nécessaires pour la micro et petite entreprise en Afrique sub-saharienne, étant donné que près de 90% de la main-d'oeuvre non agricole est employée dans de telles entreprises (Parker et al., 1995). Il importe de disposer d'un curriculum intégré en éducation et formation qui rejette les divisions insistant sur les aspects académique-appliqué, théorie-pratique, connaissances-compétences et enseignement général-enseignement professionnel, un thème de plus en plus fréquent partout dans le monde. Il y a lieu de plaider en faveur d'un programme d'enseignement qui mette l'accent sur la réflexion critique, les compétences et la résolution de problèmes plutôt que les contenus.

Le défi le plus important en matière de programme d'enseignement secondaire est celui d'en élaborer un qui soit pertinent, de qualité et ayant une méthodologie efficace pour la prestation, en tenant compte de l'émergence de questions telles que la grossesse chez les adolescentes, le harcèlement sexuel à l'école, la violence, l'incidence de la guerre, le VIH/SIDA, l'éducation civique, la santé et les compétences pour la vie, ainsi que l'éducation à la vie familiale. Dans

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwane Ph.D.

de telles initiatives, l'accent doit être mis sur les jeunes en tant que ressources clé pour le développement national, et tous les programmes d'enseignement secondaire devraient inclure la formation en matière de règlement des conflits, de médiation et l'enseignement par les pairs afin d'assurer une exposition précoce à des comportements nouveaux favorables au maintien de la paix. On doit accorder une importance capitale à un apprentissage pertinent pour l'acquisition de nouvelles compétences en vue de l'amélioration du potentiel économique associé au service communautaire tant en milieu urbain que rural

Dans de nombreux pays, ce sont les systèmes nationaux de contrôle qui ont retardé la réforme curriculaire et empêché la dérivation culturelle des curricula. Les systèmes de suivi et d'évaluation peu performants constituent peut-être l'obstacle le plus important à l'amélioration de l'enseignement secondaire et de ses résultats. Les professeurs organisent communément leur enseignement en fonction des examens, ce qui encourage souvent l'apprentissage par coeur, donnant ainsi aux élèves peu de chances de développer leurs compétences dans les domaines de la réflexion critique, de l'observation, de la résolution de problèmes et de la créativité. Un défi qui se pose à la réforme de l'enseignement secondaire est lié à la façon dont les systèmes d'examen peuvent être utilisés comme outil efficace pour améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire.

Il convient également d'apporter une réponse aux questions suivantes :

- a. Quelles sont les raisons pour lesquelles les jeunes d'un certain âge doivent suivre un apprentissage prescrit dans un cadre classique?
- b. Qu'est-ce qui pousse les jeunes à rechercher des possibilités pour acquérir certaines expériences en matière d'apprentissage?
- c. Comment élaborer un curriculum qui s'engage réellement dans la voie de l'apprentissage tout au long de la vie, réduisant de ce fait la pression sur la formation initiale afin de fournir à tous les compétences pour la vie d'adulte sauf celles qui pourraient être acquises par la suite de façon informelle?
- d. Comment établir un lien adéquat entre l'enseignement secondaire professionnel et général, en atténuant la transition difficile entre l'école et le monde du travail?
- e. Comment élaborer un tronc commun et des méthodes didactiques à l'intention des jeunes concernant des questions telles que le respect inter-ethnies, le règlement des conflits et la médiation, qui développeront les comportements et les attitudes qu'il faut chez les jeunes?
- f. Quel genre de programme d'enseignement secondaire et quel type d'enseignement doivent être proposés pour bien refléter les tendances socio-économiques locales ainsi que les tendances modernes de l'internationalisation et de la mondialisation?

- g. Comment exécuter des programmes d'enseignement secondaire efficaces et pertinents de façon rentable, par le biais d'une utilisation optimale des ressources disponibles au plan local?
- h. Comment développer des compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie et réduire la dépendance vis-à-vis de l'apprentissage par coeur?
- i. Quels sont les coûts relatifs à l'introduction de changements curriculaires pertinents et de meilleurs matériels didactiques en se servant des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)?

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

- j. Comment recycler les enseignants dans différentes matières et pour l'exécution d'un nouveau programme?
- k. Quel est l'impact des systèmes d'évaluation et d'examen sur l'enseignement secondaire et comment transformer les systèmes d'examen actuels en un outil efficace pour améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire?

3. La réforme de l'enseignement secondaire et la formation des enseignants

L'enseignement joue un rôle capital dans toute réforme éducative. Selon la Commission Delors : "L'amélioration de la qualité de l'enseignement passe d'abord par le recrutement d'enseignants, leur formation, leur statut social et leurs conditions d'emploi, car on ne peut pas beaucoup attendre d'eux s'ils n'ont pas les connaissances et les compétences, les qualités personnelles et la motivation qu'il faut". Réf. (Education, Un Trésor caché, Commission Delors, p.158).

Pour jouer ce rôle, les écoles secondaires ont besoin d'enseignants qualifiés, qui soient prêts à faire face à l'explosion de connaissances, à gérer un système éducatif sans cesse complexe et à insérer dans leurs programmes de nouvelles matières comme l'environnement, la démographie, les sciences de la santé, la paix, les droits de l'homme, la démocratie et les nouvelles technologies ainsi que l'information et la communication.

Il semble y avoir cependant peu de bonnes stratégies confirmées pour le renforcement du professionnalisme et de la capacité des enseignants à promouvoir des programmes d'apprentissage actif et individualisé à l'intention des élèves. Les curricula, les matériels didactiques, l'évaluation des élèves et la formation des enseignants ne sont pas toujours alignés correctement dans la plupart des institutions de formation pédagogique. Par ailleurs, les enseignants aussi ont besoin de recyclage pour s'adapter à l'utilisation des nouvelles technologies et pour assurer un apprentissage tout au long de la vie à l'intention des élèves.

Ainsi, pour améliorer l'enseignement, les professeurs du troisième millénaire devraient être mieux formés et motivés. La formation pédagogique de nouvelles recrues doit être un processus continu, un processus de recyclage permanent, maintenir les connaissances à jour et offrir des possibilités d'acquisition continue de nouvelles compétences.

Bien qu'ils soient considérés par la société comme les vecteurs principaux d'un enseignement de qualité, les professeurs, qui devraient néanmoins pouvoir travailler dans un environnement économique et pédagogique tout à fait difficile, ne jouissent pas toujours de soutien et ne sont pas souvent motivés suffisamment. L'amélioration de leur environnement constitue ainsi un facteur essentiel de succès de toute réforme éducative.

Des plans pour la formation et le perfectionnement des enseignants devraient être considérés dans une optique holistique. On doit former davantage d'enseignants, notamment dans les domaines clés, les enseignants sous-qualifiés ou non qualifiés en service devraient se perfectionner, les connaissances et les compétences à l'intention des enseignants devraient être

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

renouvelées et revalorisées et on doit apporter aux enseignants en général un appui professionnel régulier. Toute activité de perfectionnement des enseignants devrait adopter une approche complète à l'école visant à améliorer la qualité dans le milieu scolaire en entier et dans la communauté. L'ensemble du personnel chargé de gérer l'éducation à l'école aura besoin d'un renforcement de ses capacités en vue de développer et de maintenir la qualité chez les enseignants et à l'école. Il convient de trouver les stratégies les meilleures et les plus rentables, qui vont être utiles pour assurer la formation et l'appui pédagogiques en permanence en faveur d'un grand nombre d'enseignants répartis dans les zones rurales et reculées, sans les tenir à l'écart de l'enseignement pendant une période de longue durée.

On doit également développer les programmes de formation pédagogique avant l'emploi, vu qu'il y a une perte considérable de ressources humaines formées en raison du fait que le système est très affecté par le VIH/SIDA et la réduction naturelle des effectifs. Le défi auquel sont confrontées actuellement les institutions de formation pédagogique existantes est celui de savoir comment se réorienter pour devenir des institutions à double mode et augmenter de ce fait leur production d'enseignants qualifiés. Elles devraient également être en mesure de soutenir le système éducatif en assurant une formation périodique pour le perfectionnement des enseignants et la mise à jour de leurs connaissances et compétences. Elles pourraient aussi prendre l'initiative d'apporter un appui professionnel continu en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'augmentation de la capacité d'accueil de l'enseignement secondaire et le renforcement de sa pertinence et de sa qualité sont devenus une priorité de l'éducation, lorsque l'on considère la baisse d'intérêt manifestée pour la fonction enseignante. Augmenter le nombre d'écoles secondaires pour accueillir la plupart des élèves sortant de l'éducation de base nécessite un grand nombre de professeurs de l'enseignement secondaire et impliquera un poids financier énorme pour les gouvernements. D'autres possibilités de scolarisation doivent être examinées afin d'élaborer un système d'enseignement secondaire rentable, qui tienne compte aussi des différents intérêts et aspirations des apprenants. Le système de scolarisation ouverte, dont on a constaté l'efficacité dans certains pays en développement, peut être une alternative viable pour les pays de l'Afrique sub-saharienne.

Il faut revoir d'urgence les modèles utilisés pour la formation initiale des enseignants et assurer une préparation qui tienne compte des différents besoins des élèves de l'enseignement secondaire et des diverses modalités disponibles en Afrique sub-saharienne. Lorsque des stratégies sont élaborées pour fournir aux enseignants de sérieuses possibilités de poursuivre leur apprentissage sur le plan professionnel, ce n'est pas seulement la question de la gestion de l'accès au cours et aux séminaires qui doit être examinée. On doit également accorder une attention à la nature du travail des enseignants, aux possibilités d'auto-gestion professionnelle offertes et aux possibilités de collaboration avec les collègues dans le cadre du travail et de la préparation du travail. On devrait également explorer et encourager activement les mécanismes permettant d'impliquer les enseignants dans la gestion de l'école.

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

Il faut considérer également les questions suivantes :

- a. Comment élaborer une carte des ressources qui décrit la situation actuelle et les ressources (humaines, matérielles et financières) disponibles présentement?
- b. Quelles sont les politiques et les méthodes de planification requises pour une mise en oeuvre réussie des stratégies les plus rentables?
- c. Quel mécanisme va permettre aux gouvernements de montrer leur engagement politique et financier pour l'amélioration de la formation des enseignants?
- d. Comment identifier les domaines de développement des capacités nécessaires pour la mise en oeuvre réussie des politiques et des programmes qui aboutira à l'amélioration des programmes de formation pédagogique?
- e. Comment sélectionner, élaborer et mettre en oeuvre une série de projets pilotes en formation pédagogique et dans le domaine de l'enseignement secondaire qui vont conduire à l'utilisation d'autres modèles (tels que l'enseignement libre et l'enseignement à distance) et qui peuvent être pris en compte dans le cadre de programmes nationaux et régionaux?
- f. Comment arriver à identifier et à utiliser les ressources et l'expertise existantes en Afrique sub-

saharienne et ailleurs, dans le cadre d'un réseau d'institutions, d'organisations, d'agences et d'individus travaillant en collaboration?

g. Quels sont les moyens nécessaires pour produire un tronc commun et des ressources de base pour la formation des enseignants et l'enseignement secondaire? (Les matériels didactiques et les ressources de base doivent être assemblés et, là où c'est nécessaire, créés pour appuyer à la fois les éducateurs et les apprenants. Ces matériels doivent être complétés par des exemples et des adaptations locaux apportés par les éducateurs dans les pays participants. Lorsque ces exemples et adaptations sont donnés aux institutions d'appui, ceux-ci peuvent être intégrés dans les matériels. Ceci doit se faire en permanence pour veiller à ce que la série la plus complète de matériels pertinents au niveau local soit toujours à la disposition des éducateurs et des apprenants. Les matériels doivent être mis à disposition sur l'Internet ou sous forme physique, par le biais du réseau éducatif de chaque pays participant).

h. Comment s'assurer le concours communautaire pour améliorer le statut des enseignants, y compris le salaire et les conditions d'emploi, afin d'attirer et de retenir les candidats à l'enseignement?

i. Quel financement et quelle organisation peuvent être mis en place pour assurer un programme de formation pédagogique et de perfectionnement tout au long de la vie, orienté vers la satisfaction des besoins des systèmes éducatifs en évolution constante, systèmes eux-mêmes de plus en plus tournés vers les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour une grande partie, sinon tous les habitants d'un pays?

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuvanee Ph.D.

4. La gestion des transitions et des innovations dans l'éducation

Un des défis majeurs qui se posent aux pays de l'Afrique sub-saharienne concerne le problème du passage des élèves du primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire, du premier cycle de l'enseignement secondaire au second cycle de l'enseignement secondaire et du second cycle de l'enseignement secondaire aux institutions d'enseignement supérieur. Au moment où les effectifs des écoles primaires sont susceptibles d'augmenter, suite à la mise en oeuvre du programme d'Education pour Tous (EPT), les taux élevés de redoublement et d'abandon qui caractérisent le système à l'heure actuelle, peuvent affecter l'enseignement secondaire. Ces insuffisances peuvent coûter cher aux gouvernements, là où de nombreux élèves sont susceptibles de quitter le système sans aucune qualification.

De nombreux élèves de l'enseignement secondaire ne disposent pas d'assez d'informations et de conseils efficaces leur permettant de passer à l'étape suivante de l'éducation ou de la formation. Par ailleurs, à mesure que les systèmes d'enseignement secondaire tissent des liens avec le marché local du travail et les entreprises de la place, les écoles doivent fournir davantage d'informations sur les besoins et les perspectives d'emploi existantes ainsi que les possibilités d'enseignement postscolaire et de formation continue. Au cours des dernières années de scolarisation primaire et vers le milieu du cycle secondaire, les élèves ont besoin d'information, de soutien, de compétences qui permettront un apprentissage tout au long de la vie, d'orientation professionnelle et d'appui pour "apprendre à apprendre" en vue d'une transition réussie qui aura un impact important sur le déroulement futur de leur carrière. Ces éléments doivent être disponibles à l'école. Ils ont également besoin de services pouvant être offerts par les fournisseurs du marché local du travail, les employeurs et les syndicats.

La transition des dernières années du cycle secondaire aux institutions d'enseignement supérieur est encore plus complexe. Cela peut nécessiter l'institutionnalisation de liens entre l'école et l'industrie, les sociétés commerciales, les municipalités, d'autres services d'information et les entreprises locales d'une part, et d'autre part avec les institutions d'enseignement supérieur. Ces transitions ne peuvent être efficaces que lorsque les écoles fonctionnent dans un cadre réaliste, lorsque les élèves opèrent des choix rationnels de matières fondés sur

l'information et lorsque les élèves, mieux motivés et soutenus, réussissent à coup sûr, réduisant de ce fait les taux d'abandon et de redoublement. Mieux, lorsqu'il existe des méthodes d'apprentissage clairement définies, ouvertes et cohérentes, ainsi que des cadres appropriés pour la qualification, les processus de transition deviennent des mécanismes plus riches et plus efficaces pour accroître l'équité et ils préparent à l'émergence d'attitudes favorables à un apprentissage efficace tout au long de la vie.

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuwanee Ph.D.

Pour atteindre ces objectifs, il faut considérer les aspects suivants :

- a. Comment les pays africains peuvent-ils améliorer les processus de transition à des moments d'expansion considérable de l'enseignement secondaire et de graves difficultés financières?
- b. Quels services d'appui les écoles secondaires devraient-elles fournir pour permettre un processus de transition plus efficace?
- c. Quelles méthodes pédagogiques devraient être créées en l'absence d'expériences prometteuses dans les autres pays africains et qui pourraient servir de modèles?
- d. Comment les structures adéquates des nouvelles méthodes d'enseignement vont-elles faire face à l'augmentation prévisible des effectifs de l'enseignement secondaire et aux défis que posent les nouveaux partenariats avec ceux qui se trouvent en dehors de l'école?
- e. Quelles sont les innovations à apporter, les passerelles à prévoir et comment gérer adéquatement de telles réformes?
- f. Comment intégrer l'enseignement secondaire dans un système qui permettra aux élèves qui ont abandonné leurs études à un certain moment de réintégrer le système plus tard?

5. Les problèmes liés à l'accès, à l'équité et à la qualité

Le succès du programme d'éducation pour tous (EPT) peut exacerber le problème de l'accès à l'enseignement secondaire. Il ne s'agit pas de savoir si les pays africains ont les moyens d'assurer l'enseignement secondaire à leurs populations maintenant mais de savoir ce qu'ils feront en cas d'augmentation des effectifs. Il y a déjà une grande partie de la population non servie ou insuffisamment servie, pour laquelle l'enseignement secondaire n'est qu'un rêve. On ne peut pas élargir l'accès sauf si l'on apporte des changements majeurs dans le déroulement de l'enseignement secondaire aujourd'hui.

L'équité constitue une préoccupation majeure concernant à tous les aspects de la réforme. L'équité entre les genres en est un aspect essentiel. Les filles sont confrontées à de graves problèmes dans de nombreux pays africains. Ceux-ci sont liés non seulement à l'accès mais également à la possibilité d'étudier tout un éventail de matières y compris les sciences et la technologie. Une plus grande équité dans la répartition des possibilités d'éducation permettra aux pauvres, aux filles, aux opprimés, aux jeunes ruraux et aux groupes marginalisés non seulement d'obtenir une grande part des avantages de l'enseignement secondaire qui conduira à une plus grande mobilité sociale et économique ascendante mais également d'apporter toute une contribution à l'augmentation globale du taux de croissance sociale et économique.

La notion d'accès à l'éducation signifie qu'on devrait donner à chaque enfant la possibilité d'acquérir à l'école les connaissances nécessaires pour vivre et s'adapter au monde en mutation rapide. L'accès, lorsqu'il assure aussi l'élimination de toutes les formes d'inégalité qui empêchent les enfants d'aller à l'école et de s'y maintenir, devrait constituer un complément à une éducation de qualité. C'est la raison pour laquelle on devrait veiller tout particulièrement à réduire toutes les formes d'inégalité et d'iniquité dues au genre, au statut socio-économique ou à tout autre type de marginalisation. Les guerres et les situations de conflits ont un impact

néfaste sur les populations, notamment les jeunes et les petits enfants,

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuvanee Ph.D.

un groupe spécial dont il faut s'occuper dans tout type de réforme. Que faut-il faire pour réintégrer dans la vie scolaire normale tous ceux qui en ont été privés pour une raison ou une autre?

Le concept de qualité comporte plusieurs dimensions ; les conditions et les conséquences de l'apprentissage, la pertinence socio-économique et culturelle des contenus de l'enseignement ainsi que l'impact de l'environnement sur le processus d'éducation. La réalisation de la qualité est tributaire de nombreux facteurs, non seulement de l'adéquation et de la qualité de l'enseignement, mais également du développement d'une culture d'évaluation, de la disponibilité et de la capacité à vérifier ce qui a été réalisé et à apporter les corrections et les changements nécessaires.

Enfin, toutes ces dimensions mènent à la notion d'efficacité interne et externe du système, avec comme conséquence la nécessité de tenir compte des abandons, de la qualité et de la quantité de diplômes délivrés par rapport aux besoins du pays.

Quelles sont les innovations à apporter au système afin que ces notions d'accès, d'équité et de qualité soient intégrées tout au long? Pour répondre à cette question incontournable, il faut examiner les points suivants :

- a. Existe t-il des exemples rentables, de nouveaux cadres (par exemple l'apprentissage en situation) ou d'autres modes de prestation, tels que les méthodes d'enseignement à distance, la scolarisation flexible ou l'utilisation de modèles tels que les étudiants de l'enseignement supérieur qui puissent assurer et élargir l'accès à un enseignement secondaire de qualité tout en réduisant les coûts unitaires?
- b. Comment accroître l'équité dans l'enseignement secondaire dans le cadre de scénarios de financement durables?
- c. Quelles mesures incitatives les pays africains peuvent-ils prendre pour la participation du secteur privé à l'accroissement de l'accès à l'enseignement secondaire?
- d. Quelles formes d'intervention (par exemple bourses d'études, subventions, bons scolaires, l'adaptation du calendrier scolaire aux cycles économiques locaux et les tickets alimentaires) sont efficaces dans des situations données pour élargir l'accès des groupes marginalisés à l'enseignement secondaire?
- e. Quelles sont les stratégies à utiliser pour transformer l'éducation orientée vers l'examen en une éducation de qualité?
- f. Est-ce que les pays pris individuellement peuvent fixer des niveaux de référence que les élèves sont censés avoir aux étapes successives de l'éducation?
- g. Quelle autre forme d'éducation (telle que les écoles communautaires) peut-on explorer dans les pays africains?

Atelier Régional sur l'Enseignement Secondaire à l'Ile Maurice : 3-6 Décembre 2001
Document de conception : Teeluck Bhuvanee Ph.D.

VI. Conclusion

Les sujets abordés ci-dessus ne couvrent pas tous les aspects de l'enseignement secondaire qui ont besoin d'être examinés. Il existe bien d'autres défis essentiels qu'on ne peut pas examiner lors de cet Atelier en tant qu'études thématiques distinctes en raison des contraintes évidentes de temps. On espère qu'ils seront certainement

soulevés lors de l'Atelier qui est censé fournir des informations organisées et pertinentes aux éducateurs, aux décideurs et aux chercheurs pour leur permettre d'élaborer les politiques idoines dans le cadre du suivi du Forum Mondial de Dakar. L'Atelier permettra aux participants de partager les nombreuses pratiques précieuses les meilleures qui existent déjà sur le continent africain et dans le monde en général. De nombreux systèmes d'enseignement secondaire se sont déjà engagés dans la rénovation de l'enseignement secondaire et il convient de tableer sur de tels exemples, en se rappelant que tout système est dynamique et en mutation constante. La "carte routière" qui sera dressée lors de l'Atelier permettra ainsi aux décideurs, aux praticiens et aux chercheurs d'élaborer les lignes directrices et des projets spécifiques qui peuvent ensuite être publiés, en tenant compte du statut, des contraintes, des problèmes et des besoins actuels de l'enseignement secondaire et de l'enseignement en faveur des jeunes dans des pays sélectionnés. Enfin, l'élaboration et la publication des lignes directrices et des orientations générales de la réforme du sous-secteur de l'enseignement secondaire peut conduire à un plan d'action régional concret et à des projets pilotes dans des pays donnés qui seront présentés pour approbation et financement lors de la prochaine Conférence MINEDAF prévue au mois de décembre 2002.